

Une école au cœur du village de Tora

Au Burkina Faso, encore plus qu'en France, le fonctionnement de l'école et l'accueil des enfants sont directement liés aux relations enseignants-parents. Les problèmes importants du village, l'eau, la nourriture sont aussi liés à l'école, centre de vie.



État des lieux

Le Burkina Faso est un pays de l'Afrique de l'Ouest, enclavé, avec très peu de ressources. De nombreuses ONG y interviennent. Une grande partie du pays se trouve en zone subsaharienne. Le pays est divisé en provinces. Le Conseil général de la Seine-Maritime y est très impliqué au niveau de la Province du Bam. Toutes les villes et de nombreux villages sont jumelés avec des villes du 76.

Sur le plan scolaire : la scolarité est obligatoire, mais seulement 1/3 des enfants est scolarisé. Les filles fréquentent beaucoup moins l'école que les garçons, surtout dans le secondaire. Les classes sont le plus souvent multigrades (à cours multiples) et, lorsqu'on dépasse un certain effectif, elles fonctionnent à double flux (un groupe fréquente l'école le matin, un autre l'après-midi).

L'État assure principalement le traitement des maîtres, le reste est à la charge des parents, l'école publique est donc payante. Chaque famille doit régler des taxes d'écolage, et acheter le matériel nécessaire à la scolarité. Les familles sont très nombreuses.

Association Tora-Cœur de Caux

Genèse de la création de l'association : il s'agit de coopération décentralisée ; le Conseil général du 76 aide la province du Bam, les grosses villes du 76 répartissent leur aide sur les départements de la province du Bam, les communautés de communes s'occupent des écoles.

Dans le cadre d'une mission du Conseil général, une amie, Joëlle Poimboeuf, principale de collège en retraite et compagne de route de

l'ICEM, est allée au Burkina. Elle a rencontré des enseignants d'une petite école rurale : Tora.

Ces enseignants souhaitaient faire de la correspondance avec la France. À son retour de mission, Joëlle m'a proposé de démarrer une correspondance Tora (Burkina)-Hattenville (France) et de me rejoindre à elle pour créer une petite association, non financée par le Conseil général. Ce projet d'association était humanitaire, Joëlle avait discuté avec la population du village, les chefs de village et les enseignants, ils avaient tracé les grandes lignes d'une coopération éventuelle.

Nous avons monté cette association, rejoints par une quinzaine de membres très actifs.

Nous travaillons avec la ville de Montivilliers qui intervient sur le département de Nassere au Burkina.

Le village de Tora n'a aucune ressource. Les villageois y survivent en cultivant le mil. Le mil est la céréale qui permet de faire le *tô*, alimentation de base au Burkina. À Tora, c'est l'aliment unique, pour les adultes et les enfants, en dehors des jours de fêtes.

Notre projet est d'aider l'école pour ce qui est du fonctionnement, matériel, mobilier scolaire, travaux de peinture, de décoration... Nous travaillons en partenariat avec le



comité de jumelage de Montivilliers (près du Havre) qui assure les gros travaux, toiture, construction de logements d'enseignants sur l'ensemble du département de Nassere où se situe Tora et ce, afin d'éviter de trop grandes distorsions dans les aides aux écoles.

Nos finances viennent d'actions de solidarité réalisées sur le secteur scolaire du canton de Fauville en Caux (76), toutes les écoles du canton sont informées des actions par le biais de la coordination des enseignants du secteur, les enseignants diffusent les informations auprès de leurs élèves. Nous organisons des expos-ventes, une journée de l'eau, des soirées « diaporamas ».

À l'heure actuelle trois écoles travaillent en correspondance scolaire avec le Burkina.

Nos finances viennent aussi de subventions des communes du canton, des cotisations des membres de l'association et des parrainages.



Séjour de travail au village

Deux membres de l'association, Joëlle et moi, sont partis 15 jours à l'automne 2004.

Nous voulions rencontrer les enseignants, discuter avec eux de l'équipement de l'école, rencontrer l'association des parents d'élèves (APE) et des mères éducatrices (AME) pour leur remettre 75 % du montant des taxes d'écolage de l'année scolaire 2004-2005, discuter avec eux de leur choix en ce qui concerne les prochains investissements, travailler dans les classes avec les collègues sur la correspondance, l'enquête documentaire...

Les deux associations que nous rencontrons sont les parents d'élèves (uniquement des hommes) et l'as-



sociation des mères éducatrices qui est présente à toutes les réunions, qui n'a qu'une voix consultative, qui n'a aucun pouvoir dans la commune, mais dont nous espérons qu'à moyen terme elle pourra jouer un rôle dans l'association Tora-Cœur de Caux.

Quand nous arrivons, c'est la fête, nous sommes attendues, nous partageons l'eau de bienvenue et les femmes dansent, puis les hommes. Les 150 enfants et les 3 maîtres sont là et nous échangeons les salutations et les cadeaux. Nous remettons aux enseignants le matériel scolaire et la correspondance que nous avons apportés, devant les parents d'élèves.

Dès le 1^{er} jour, nous rencontrons l'APE et l'AME. Nous avons planifié le séjour avec les enseignants par courrier. Nous présentons le planning aux parents, nous fixons les rendez-vous de travail. Dès le 1^{er} jour nous prenons conscience que nous ne pouvons pas travailler avec l'école sans travailler avec les parents. Le travail avec l'école implique fortement de travailler avec le village.

Nous organisons une réunion où Joëlle explique à l'APE comment faire un budget, à quoi ça peut servir. Ils

nous avaient envoyé un budget qui n'était pas équilibré, (plus de dépenses que de recettes). Nous travaillons à regrouper les recettes et les dépenses sous des rubriques, ce qui nous permet de réfléchir aux priorités. À la fin de la réunion, nous leur remettons le montant des taxes d'écolage (les fournitures, financées par notre asso, sont achetées sur place, le directeur s'occupe des commandes, de la revente avec l'APE en septembre pour 250 F CFA - 0,40 euros).

Une deuxième réunion nous permet d'aborder le problème de l'eau. Nous avons une très longue discussion au sujet du forage. Celui-ci est à 250 mètres de l'école, les enseignants souhaitent en avoir un pour l'école, ce qui nous semble inutile vu la proximité de l'autre. Les enseignants nous expliquent que celui du village est régulièrement en panne et que les villageois ne sont pas pressés de le réparer puisqu'ils boivent l'eau du marigot. Les élèves, les femmes des enseignants sont dans ce cas obligés d'aller chercher l'eau à un kilomètre, (quand nous sommes à Tora, ce n'est pas la saison chaude, mais il fait 35° C et la température ne baisse pratiquement pas la nuit). Après discussion, nous

décidons, sur proposition d'un enseignant auquel tout le monde se rallie, de verser chaque année une somme forfaitaire pour l'entretien et les réparations de la pompe. L'école assurera pour moitié les dépenses d'entretien de la pompe utilisée par elle. Les mères d'élèves sont présentes, elles ne parlent pas le français qui est la langue d'enseignement, elles ne sont pas allées à l'école. Un homme leur résume la discussion en Moré, à l'énoncé de la décision, elles applaudissent. Nous comprenons une fois de plus combien la vie est difficile dans ce village. Ce sont les femmes et les enfants qui transportent l'eau dans des bidons en plastique, sur leur tête.

Dans le cadre de notre projet associatif, nous avons prévu d'équiper l'école en lampes solaires, afin que les enseignants puissent travailler le soir, après la classe. Les cours se terminent à 17 h 30, à 18 h il fait nuit.

Les enseignants de CM ont l'habitude de regrouper les enfants le soir pour les faire travailler en vue du certificat d'études primaires (CEP, qui est encore coté au Burkina) et de l'entrée en sixième.

Au cours de notre séjour, nous ne pouvons échanger qu'avec les hommes, nous pensons qu'il serait intéressant que les classes éclairées le soir puissent servir de lieu d'alphabétisation. Les enseignants semblent prêts à assumer ces cours. L'école deviendrait ainsi un lieu de vie, d'échanges, de rencontres dans le village.

Au village, il n'y a aucune ressource, aucun artisanat, les enseignants nous expliquent que les femmes seraient prêtes à aider l'école, elles sont très encouragées par la présence de notre association, par le travail qui se mène, par notre attitude. Nous avons travaillé dans les classes, nous leur avons montré les

réalisations, les panneaux de correspondance qui vont partir dans les classes françaises. Nous sommes allées dans le village avec une classe, nous avons fait une enquête sur la structure d'une concession, sur le travail des femmes, nous les avons interviewées, les enseignants pensent que nous pourrions peut-être les aider à monter un projet de savonnerie artisanale en utilisant le karité qui est récolté dans le village. Les enseignants vont étudier ce projet avec les femmes.

Nous avons passé dix jours dans le village, nous avons passé autant de temps à discuter avec les différents interlocuteurs qu'à agir dans les classes. Nous avons eu d'excellentes relations avec la population, nous avons senti un réel désir de travailler ensemble. Nous n'avons pas le sentiment d'assister les villageois, ni d'être les « *Nassara* » (blancs), qui arrivent avec leurs idées toutes faites et les poches pleines. Nous avons rencontré les enseignants du village voisin, ils sont venus discuter avec nous et souhaitent se joindre au projet.

Au niveau pédagogique, la demande des enseignants Burkinabé est grande. Dans les classes de 80 à 120 enfants, ils sont à la recherche, de techniques de tutorat, de travail individualisé, de mise en place d'espaces de discussion avec les enfants...

À l'heure actuelle, trois écoles françaises entretiennent une correspondance avec une classe de l'école de Tora. L'évolution des envois est très significative. Il y a un an, tous les enfants de Tora rédigeaient des lettres individuelles « au moule », l'enseignant écrivait un modèle au tableau, chacun recopiait en mettant ses informations. La lettre était décorée avec la *daba* (houe) ou le *djembé*. Cette année, nous avons des

lettres collectives décorées qui nous parlent de leur pays...

Lors de notre séjour, comme nous sentions les collègues réceptifs et demandeurs, nous leur avons proposé la mise en place d'un stage de Pédagogie Freinet, le ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement de base semble très favorable.

Au mois de novembre 2005, nous repartons : Joëlle, deux copains de l'ICEM, un collègue de l'ASEM et moi pour conduire un stage Freinet.

Nous espérons qu'à la RIDEF de Saint-Louis-du-Sénégal, un ou deux collègues burkinabés témoigneront de la naissance de la pédagogie Freinet au Burkina.

Denise Lelouard Fouquer

École Freinet

76 640 Hattenville

Dernière minute

Je viens d'apprendre par courrier électronique que l'école serait aidée par le PAM (Programme alimentaire mondial), ce qui signifie que les enfants n'ont déjà plus rien à manger, alors que la récolte (très mauvaise) a eu lieu en novembre.

Les enseignants nous demandent de les aider à équiper une cantine (un foyer amélioré, deux bassines, une marmite et un seau).

Lors de notre séjour, nous avons proposé la mise en place d'une cantine, les parents et les enseignants n'étaient pas prêts à cette mise en place. Nous n'avons pas insisté, maintenant que la demande existe avec l'association nous reconsidérons le problème. Nous nous sommes réunis et avons décidé d'aider à cette mise en place.